



SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON

Conseil Syndical du 8 décembre 2017

Votants présents :

Mme Sophie PIQUEMAL, Mme Cécile SAINT-MARC, M. Jacques CHAUVET, M. Jean-Jacques EROLES, M. Jean-Guy PERRIERE, M. Jean-Yves ROSAZZA, M. Jean TOUZEAU.

Assistaient à la réunion :

M. Eric COIGNAT.

Président de séance :

M. Jean TOUZEAU

Secrétaire de séance :

M. Jacques CHAUVET

Assistaient également à la réunion :

M. Alain DEVOS (1^{er} adjoint mairie de Lanton)

Mme Jocelyne SARRAUTE (SMPBA), M. Cyril CLEMENT (Directeur du SMPBA).

- **Délibération n° : 50-2017**
- **Objet : Signature de la convention de transfert du port ostréicole d'Arès au Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon**

Le Conseil Syndical du SMPBA réuni ce jour, 8 décembre 2017, à La Teste de Buch, approuve à l'unanimité la présente délibération.

SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON
Conseil Syndical du 8 décembre 2017

- **Délibération n° : 50-2017**
- **Objet : Signature de la convention de transfert du port ostréicole d'Arès au Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon**

La délibération n° 11-2017 du 13 juillet 2017 donnait mandat au Président pour engager le travail auprès des différentes collectivités adhérentes au Syndicat Mixte afin de conclure avec chacune les conventions de transfert des ports au Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon.

Pour organiser ce transfert, une convention générale de transfert des douze ports départementaux a été élaborée entre le Département et le Syndicat Mixte.

Par ailleurs, une convention spécifique est prévue avec la commune d'Arès qui concerne :

- Le port ostréicole départemental concédé d'Arès.

La présente délibération consiste donc à donner mandat au Président pour signer la convention de transfert avec la commune d'Arès.

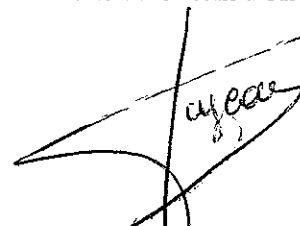
Décision :

Le conseil syndical du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon réuni le 8 décembre 2017 décide :

- D'autoriser le Président à signer la convention de transfert qui doit intervenir entre la commune d'Arès et le SMPBA pour le transfert du port arésien au Syndicat Mixte.

Fait et délibéré à La Teste de Buch, le 8 décembre 2017

Le Président du Syndicat Mixte
des Ports du Bassin d'Arcachon



Jean TOUZEAU

CONVENTION DE TRANSFERT

DU PORT DEPARTEMENTAL CONCEDE D'ARES

au SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON

conclue en application de l'article 22 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015

portant nouvelle organisation territoriale de la République

- VU le code des Transports, le code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et notamment son article 22 ;
- VU la loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat, modifiée par la loi N° 2004-809 du 13 Août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales (Article 30) ;
- VU les arrêtés préfectoraux du 9 janvier 1984 et 17 mars 1988 fixant la liste des ports transférés au Département et les procès verbaux associés ;
- VU l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2016 portant désignation des collectivités bénéficiaires de l'autorité portuaire au sens de la procédure de transfert prévue par l'article 22 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- VU le procès verbal de mise à disposition du Département de la Gironde pour l'aménagement et l'exploitation du port ostréicole d'Arès, dit de Lège, en date du 2 décembre 1986 ;
- VU l'arrêté interministériel du 15 mars 1968 accordant à la commune d'Arès une concession pour l'établissement et l'exploitation d'un port ostréicole et de son outillage au lieu-dit Port de Lège, ainsi que l'avenant n°1 au cahier des charges de concession du 12 octobre 1976 ;
- VU les délibérations du Conseil départemental de la Gironde en date du 17 octobre et 28 novembre 2016 et du 13 avril 2017 ;
- VU la délibération 11-2017 du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon en date du 13 juillet 2017 ;
- VU la délibération du Conseil municipal d'Arès en date du 5 avril 2017 ;
- VU la convention générale de transfert des ports départementaux intervenant entre le Département de la Gironde et le Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon ;

CONSIDERANT qu'une commission locale pour l'évaluation des ressources et des charges transférées (CLERCT) devrait prochainement se prononcer sur le montant de la dotation de transfert du Département au Syndicat Mixte ;



ENTRE

La commune d'Arès, représentée par son Maire, Monsieur Jean-Guy PERRIERE, ci-après dénommé «la Commune», d'une part,

ET

Le Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon, représenté par son Président, Monsieur Jean TOUZEAU, ci-après dénommée « le bénéficiaire », d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

TITRE 1 – DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet, en application de l'article 22 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République de définir les modalités de mise en œuvre du transfert de compétence entre la commune d'Arès et le Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon du port suivant :

- port ostréicole d'Arès (lieu-dit Port de Lège)

pour l'aménagement, l'entretien et la gestion de ces ports. Elle a également pour objet de fixer la date de ce transfert.

Article 2 : Délimitation administrative du port et règlements spécifiques

Les dépendances du Domaine Public Maritime (DPM) telles qu'elles ont été définies suite au procès verbal constatant :

- les limites du Domaine Public Maritime mis à disposition du Département pour l'aménagement et l'exploitation du port ostréicole d'Arès (lieu-dit Port de Lège) en date du 2 décembre 1986 ;

sont mises à la disposition du bénéficiaire.

Les limites des dépendances du domaine public maritime transféré au bénéficiaire au titre de ce port, définies en coordonnées Lambert III dans le procès-verbal susnommé, figurent en annexe n°1 à la présente convention et les plans correspondants en annexe n°2.

Les règlements spécifiques applicables au port sont joints en annexe n°3 à la présente convention.

Article 3 : Remise des biens transférés

La liste des ouvrages constructions et installations concernés par le présent transfert figure en annexe n°4 à la présente convention.

Article 4 : Transfert des contrats en cours et autorisations

Le bénéficiaire est substitué à la Commune dans les contrats, conventions et autorisations existant à l'entrée en vigueur du transfert. La liste des contrats, autorisations d'occupation temporaires et conventions d'occupation temporaire en cours est jointe en annexe n°5 à la présente convention.

L'arrêté interministériel du 15 mars 1968 accordant à la commune d'Arès une concession pour l'établissement et l'exploitation d'un port ostréicole et de son outillage au lieu-dit Port de Lège, ainsi que l'avenant n°1 au cahier des charges de concession du 12 octobre 1976 sont transférés au Syndicat Mixte. Toutefois, en application de l'article 38 du cahier des charges de concession du 15 mars 1968, cette concession sera levée avec le transfert du compte annexe portuaire au Syndicat Mixte, en application du principe suivant : « *A toute époque, le concédant a le droit de retirer la concession, à charge par lui de pourvoir au paiement des annuités restant à courir pour l'intérêt et l'amortissement des emprunts affectés à l'établissement de l'outillage et de supporter toutes les dépenses régulièrement engagées qui se rattacheront à l'administration du service.* ».

Ces conventions sont jointes en annexe n°5 à la présente convention de transfert.

Article 5 : Transfert des marchés publics en cours

Sans objet (Annexe n°6).

Article 6 : Modalités de gestion des dossiers contentieux et précontentieux en cours

Les contentieux et pré-contentieux, à l'exception de ceux relatifs aux contraventions de grande voirie, dont le fait générateur se sera produit au plus tard le 31 juillet 2017 et relatifs à l'une des compétences et dispositifs transférés seront de la seule responsabilité de la Commune.

Lorsque les conditions définies à l'alinéa précédent sont réunies, les conséquences financières demeurent imputables à la Commune, qu'elles se traduisent par un gain ou une charge financière.

Les contentieux en cours relatifs aux contraventions de grande voirie seront transférés au Syndicat mixte à compter du transfert de compétence. La liste des contentieux concernés est jointe en annexe n°7.

Article 7 : Signalisation maritime et balisage portuaire

Le bénéficiaire établira et entretiendra les installations de signalisation maritime faisant partie des emprises portuaires.

La convention tripartite entre l'Etat, le Département et le SIBA relative au « Balisage fixe des chenaux intérieurs du bassin d'Arcachon » en date du 20 décembre 2007 est transférée au SMPBA au titre des responsabilités du Département. Conformément à l'article 9 de ladite convention, celle-ci pourra être révisée à l'occasion de ce transfert de compétence. Cette convention est jointe en annexe n°8 à la présente convention de transfert.

Article 8 : Dragages

Les opérations de dragage des ports transférés et de leurs accès relèvent de la responsabilité du bénéficiaire.

Les cotes de références établies par le Service Maritime et de Navigation de la Gironde figurent en annexe n°9 à la présente convention.

TITRE 2 – RESPONSABILITES TRANSFEREES

Article 9 : Aménagement et exploitation du port

Les dépendances du domaine public maritime visé à l'article 2 de la présente convention sont mises à disposition du bénéficiaire, pour lui permettre d'assurer l'aménagement, l'entretien et la gestion du port concerné dans le respect des lois et règlements en vigueur.

Article 10 : Attributions de gestion

En tant qu' « autorité portuaire », responsable du service public portuaire, le bénéficiaire définit la stratégie de développement et de valorisation des emprises disponibles et assure la maîtrise d'ouvrage des infrastructures non concédées et des extensions de port.

Il détermine le régime d'exploitation des ports, dans le respect des dispositions de droit commun applicables en fonction de ses impératifs de gestion (régie directe, sous-traitance ou délégation de service public, ou tout autre mode de gestion qu'il estimera approprié). Le cas échéant, il désigne le ou les exploitant(s) concessionnaire(s).

Pour le domaine public maritime mis à disposition, dont les caractères d'inaliénabilité et d'imprescriptibilité sont confirmés, le bénéficiaire ou, le cas échéant, si le contrat de concession le prévoit, le concessionnaire, exerce les attributions de gestion et est notamment compétent pour accorder les autorisations d'occupation, fixer le montant des redevances et en percevoir les produits.

Conformément aux dispositions de l'article R.5321-11 du code des transports, le bénéficiaire fixe les tarifs de droits de port prévus à l'article R.5321-1 du code de transports, le cas échéant sur proposition de son concessionnaire (article R.5321-12 du code des transports).

Ces droits de port sont recouvrés par l'administration des douanes en application des articles L5321-3 du code des transports et 285 du code des douanes.

Le bénéficiaire peut, sur le fondement des articles L.2122-17, L.2122-18 et L.2122-20 et dans le respect de l'article L.1311-5 du code général de la propriété des personnes publiques, accorder de nouveaux titres constitutifs de droits réels sur le domaine public transféré.

Article 11 : Pouvoir de police

Le bénéficiaire, en sa qualité d'autorité portuaire et d'autorité investie du pouvoir de police portuaire assure les pouvoirs de police dans les conditions définies par le code des transports.

Il régleme l'usage des installations et appareils dans l'intérêt de la sécurité publique et saisit directement le tribunal administrativement compétent des procès verbaux de contravention de grande voirie conformément aux dispositions de l'article L.5337-3-1 du code des transports et par dérogation aux dispositions du code de justice administrative, dans les conditions et suivant les procédures prévues par le code de justice administrative, sans préjudice des compétences dont dispose le préfet en la matière.

Le bénéficiaire du transfert sera tenu de se conformer à la réglementation en vigueur.

TITRE 3 – MODALITES DE TRANSFERT

Article 12 : Conditions financières

Les modalités de compensation financière du transfert de compétence du Département en direction du Syndicat Mixte, à titre définitif sont prévues par l'article 133 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la République.

Le montant et les modalités de versement de cette compensation seront définis en CLERCT.

Concernant la commune d'Arès, le port ostréicole faisant l'objet d'un compte annexe, le transfert du port au Syndicat Mixte entraîne de fait le transfert du compte annexe au Syndicat Mixte, y compris les emprunts, les provisions ou les déficits. Le dernier Compte administratif figure en annexe n°10 de la présente convention.



Article 13 : Dispositions relatives aux ressources humaines

Sans objet (Annexe n°11).

Article 14 : Impôts et taxes

Le bénéficiaire supportera la charge de tous les impôts et notamment les taxes foncières auxquels sont ou pourraient être assujettis ouvrages et dépendances, sauf à en récupérer la charge sur les occupants (concessionnaires ou permissionnaires) dans le cadre de contrats de gestion passés avec ces derniers.

Le cas échéant, le bénéficiaire est tenu, en outre, de souscrire elle-même la déclaration des constructions nouvelles prévue à l'article 1406 du code général des impôts pour bénéficier, s'il y a lieu, de l'exonération temporaire des impôts fonciers.

Article 15 : Entrée en vigueur du présent transfert

Le présent transfert prend effet à compter du 1^{er} janvier 2018.

TITRE 4 – DISPOSITIONS DIVERSES

Article 16 : Archives

Les archives relatives aux ports concernés, objet du présent transfert, seront remises au bénéficiaire.

Article 17 : Assurances

Le bénéficiaire se garantit contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber du fait de l'activité des ports concernés.

Article 18 : Relations du bénéficiaire avec les services de l'Etat opérant sur le port, notamment les services des Douanes

Les agents des douanes, de la police et des affaires maritimes auront, en tout temps, libre accès en tout point des différents ports concernés.

Article 19 : Impression et diffusion

La présente convention est établie en trois exemplaires originaux destinés :

- au bénéficiaire,
- à la commune d'Arès,
- au Préfet de la Gironde.

Article 20 : Publication

La présente convention et la liste des pièces qui lui sont annexées seront publiées au recueil des actes administratifs de la Commune d'Arès et du Syndicat Mixte.



Envoyé en préfecture le 12/12/2017
Reçu en préfecture le 12/12/2017
Affiché le
ID : 033-200076992-20171208-50_2017-DE



Article 21 : Règlement des litiges

En cas de difficultés dans l'application de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher les voies d'une conciliation amiable avant toute action contentieuse, le cas échéant en désignant d'un commun accord un tiers ayant pour mission de les accompagner à cet effet.

En cas de litige non résolu par voie amiable, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention sera porté devant le tribunal administratif de Bordeaux.

Fait à Audenge, le

Jean TOUZEAU

JEAN-GUY PERRIERE

Président du Syndicat Mixte
des Ports du Bassin d'Arcachon

Maire d'Arès



SOMMAIRE

TITRE 1 – DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 : Objet

Article 2 : Délimitation administrative des ports et règlements spécifiques

Article 3 : Remise des biens transférés

Article 4 : Transfert des contrats en cours et autorisations

Article 5 : Transfert des marchés publics en cours

Article 6 : Modalités de gestion des dossiers contentieux et pré-contentieux

Article 7 : Signalisation maritime et balisage portuaire

Article 8 : Dragages

TITRE 2 – RESPONSABILITES TRANSFEREES

Article 9 : Aménagement et exploitation des ports

Article 10 : Attributions de gestion

Article 11 : Pouvoir de police

TITRE 3 – MODALITES DE TRANSFERT

Article 12 : Conditions financières

Article 13 : Dispositions relatives aux ressources humaines

Article 14 : Impôts et taxes

Article 15 : Entrée en vigueur du présent transfert

TITRE 4 – DISPOSITIONS DIVERSES

Article 16 : Archives

Article 17 : Assurances

Article 18 : Relations du bénéficiaire avec les services de l'Etat opérant sur les ports, notamment les services des Douanes

Article 19 : Impression et diffusion

Article 20 : Publication

Article 21 : Règlement des litiges



Envoyé en préfecture le 12/12/2017
Reçu en préfecture le 12/12/2017
Affiché le 
ID : 033-200076992-20171208-50_2017-DE



ANNEXES

ANNEXE n°1 : Procès-verbaux de délimitation des ports concernés

ANNEXE n°2 : Plans des ports concernés

ANNEXE n°3 : Règlements spécifiques applicables

ANNEXE n°4 : Descriptif technique des ports concernés

ANNEXE n°5 : Etat récapitulatif des autorisations et conventions délivrées

ANNEXE n°6 : Liste des marchés publics transférés

ANNEXE n°7 : Liste des contentieux en cours

ANNEXE n°8 : Signalisation maritime et balisage portuaire

ANNEXE n°9 : Convention relative aux dragages

ANNEXE n°10 : Dossier CLERCT / Dotation de transfert

ANNEXE n°11 : Convention relative à la mise à disposition du personnel